

**GROUPEMENT
DES MAGISTRATS LUXEMBOURGEOIS**

◆◆◆
Cité judiciaire
◆◆◆
L-2080 Luxembourg
◆◆◆

Luxembourg, le 19 juillet 2016

Communiqué

Le Groupement des Magistrats Luxembourgeois au soutien des magistrats turcs

Le GML exprime sa plus vive inquiétude quant à l'indépendance de la justice turque et dénonce l'argument du coup d'Etat raté présenté par le gouvernement et le président turcs pour procéder à une élimination injustifiée de divers membres de la magistrature.

2745 juges et procureurs ont été démis de leurs fonctions par le Haut Conseil des Juges et Procureurs, le lendemain de la tentative du coup d'Etat raté. Bon nombre d'entre eux ont été placés en détention avec leur famille sans aucune explication sur la raison de leur éviction. Aucun droit de défense ne leur a été reconnu.

Nous constatons que le nombre élevé de juges et procureurs concernés par ces représailles ainsi que la rapidité avec laquelle cette liste de magistrats « putschistes » a été établie en l'absence d'un quelconque élément probant quant à leur participation à la tentative de coup d'Etat confirment la violation flagrante des règles élémentaires de la démocratie.

Il faut savoir que les atteintes aux normes européennes d'une justice indépendante et impartiale se sont multipliées depuis des années en Turquie. Des magistrats et procureurs sont déplacés en violation du principe de l'inamovibilité, d'autres sont poursuivis et incarcérés pour avoir contrarié le pouvoir exécutif mis en cause dans des affaires de corruption.

Il est à craindre que l'ensemble des mesures entreprises par le pouvoir exécutif turc n'ait pour seul et unique objet d'empêcher les magistrats et procureurs de faire leur travail librement et sereinement.

L'entrave à la nécessaire indépendance du pouvoir judiciaire turque est grave.

Le GML se joint à l'Union Internationale des Magistrats, à l'Association Européenne des Magistrats et au Conseil Consultatif des Juges Européens pour affirmer son soutien aux magistrats turcs concernés par la terreur du pouvoir exécutif.

Nous demandons aux responsables politiques luxembourgeois de faire tout leur possible afin que soit mis un terme aux pratiques antidémocratiques exercées par le gouvernement turc et que soient rétablies la liberté et la sécurité des magistrats en cause

Georges EVERLING
Président